



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
Pacific Region
401 - 1230 Government Street
Victoria, B.C.
V8W 3X4
Bid Fax: (250) 363-3344

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT / DOCUMENT CONTIENT DES
EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region
401 - 1230 Government Street
Victoria, B. C.
V8W 3X4

Title - Sujet Affrètement de barges-grues maritim	
Solicitation No. - N° de l'invitation W3555-180172/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client W3555-180172	Date 2018-02-07
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$XLV-242-7453	
File No. - N° de dossier XLV-7-40205 (242)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-02-22	
Time Zone Fuseau horaire Pacific Standard Time PST	
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes	
Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Szczesniak, Michal	Buyer Id - Id de l'acheteur xlv242
Telephone No. - N° de téléphone (250) 507-0647 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No.
W3555-180172/A

Amd. No.
001

Buyer ID
xlv242

Client Ref. No
W3555-180172

MODIFICATION 001

Cette modification concerne uniquement la version française de la Demande de soumissions. Par conséquent, les révisions ne sont identifiées que dans la version française de la modification 001.

Révision 1 :

Insérez les 26 pages suivantes :

ANNEXE A

BASE DE PAIEMENT

Instructions aux soumissionnaires :

Le Soumissionnaire doit remplir les espaces et tableaux en Annexe A comme suit :

- a. *Tous les prix doivent être en dollars canadiens;*
- b. *Tous les prix doivent comprendre les frais de douane;*
- c. *Tous les prix ne doivent pas comprendre les taxes en vigueur;*
- d. *Le Soumissionnaire doit fournir des prix unitaires fermes pour chaque article dans :*
 - i. *La Section 3 (Prix pour les Articles requis); et*
 - ii. *La Section 4 (Prix pour les Activités tels et quand requis via Autorisations des tâches autorisées);*
- c. *Le Soumissionnaire est requis d'insérer « 0,00 \$ » pour tout coût d'un élément pour lequel il ne prévoit pas charger - Si tout élément est laissé vide, Canada insérera « 0,00 \$ » pour cet élément.*

Remarque : Ces instructions en italique aux soumissionnaires seront enlevées de tout contrat résultant.

1. Général

- a. Les prix comprennent les frais de douane mais les Taxes en vigueur sont extra.
- b. Tous les prix sont en dollars canadiens.

2. Prix pour les Articles requis

Article	Description de l'Article	Prix ferme du lot
A	Un prix inclusif pour la complétion de tous les Articles requis identifiés dans la Section 3.2.1 de l'Annexe A mais excluant la Section 3.2.1.11 de l'Annexe A.	
B	Un prix inclusif pour avoir la barge-grue marine et l'équipement d'accompagnement et le personnel prêts à répondre aux exigences dans les 48 heures suivant la réception d'une Autorisation des tâches autorisée ou aux dates identifiées dans une Autorisation des tâches autorisées selon la Section 3.2.1.11 de l'Annexe A. Cet article couvre la Période de contrat initiale au complet (c'est-à-dire, exclut toute période d'une option).	
C	Le prix inclusif pour le retour de la barge-grue marine de l'Entrepreneur et l'équipement d'accompagnement à son état conventionnel sur conclusion du Contrat. Consultez la Section 3.2.3 de l'Annexe A.	

3. Prix pour les Activités tels et quand requis via Autorisations des tâches autorisées

Les Prix pour les Articles ci-dessous sont applicables pour la Période de contrat au complet y compris toute période d'une option exercée.

Article	Description de l'Article	Unité de parution :	Prix unitaire ferme
D	Le prix inclusif pour la coordination et la mobilisation de la barge-grue marine de l'Entrepreneur, l'équipement d'accompagnement, le personnel et les remorques au havre d'Esquimalt. (Le pilote rencontrera la barge-grue marine de l'Entrepreneur et les remorques avant d'entrer dans le havre d'Esquimalt). Consulte les Sections 3.2.2.1 et 3.2.2.2 de l'Annexe A.	Par incident	
E	Services d'affrètement de barge-grue marine - Inspection de sécurité MDN Le prix inclusif pour l'approvisionnement et la coordination de la barge-grue marine, de l'équipement d'accompagnement et du personnel sur place au havre d'Esquimalt pour une inspection de sécurité de jour. Remarque : L'Article E ne doit pas être facturé si les Articles G, H, I, J, K ou L sont facturés pour la même journée.	Jours de la semaine	
F	Services d'affrètement de barge-grue marine - Inspection de sécurité MDN Le prix inclusif pour l'approvisionnement et la coordination de la barge-grue marine, de l'équipement d'accompagnement et du personnel sur place au havre d'Esquimalt pour une inspection de sécurité de jour. Remarque : L'Article F ne doit pas être facturé si les Articles G, H, I, J, K ou L sont facturés pour la même journée.	Jour de fin de semaine	
G	Services d'affrètement de barge-grue marine - Jour de travail Le prix inclusif pour l'approvisionnement de la barge-grue marine et son équipement d'accompagnement et tout le personnel nécessaire et les autres représentants de l'Entrepreneur pour travailler sur place au havre d'Esquimalt (BFC Esquimalt) et pour effectuer les activités y compris celles décrites aux Sections 3.2.2.3 à 3.2.2.15 (inclusives) de l'Annexe A pendant les premières 8 heures de la journée.	Journée de 8 heures (jour de semaine)	
H	La poursuite de l'Article G après les premières 8 heures de la même journée.	Heure (Jour de semaine)	

Article	Description de l'Article	Unité de parution :	Prix unitaire ferme
I	Services d'affrètement de barge-grue marine - Jour de travail Le prix inclusif pour l'approvisionnement de la barge-grue marine et son équipement d'accompagnement et tout le personnel nécessaire et les autres représentants de l'Entrepreneur pour travailler sur place au havre d'Esquimalt (BFC Esquimalt) et pour effectuer les activités y compris celles décrites aux Sections 3.2.2.3 à 3.2.2.15 (inclusives) de l'Annexe A pendant les premières 8 heures de la journée.	Journée de 8 heures (Jour de fin de semaine)	
J	La poursuite de l'Article I après les premières 8 heures de la même journée.	Heure (Jour de fin de semaine)	
K	Services d'affrètement de barge-grue marine - Jour sans travail Le prix inclusif pour l'approvisionnement de la barge-grue marine et son équipement d'accompagnement au havre d'Esquimalt (BFC Esquimalt) mais non le personnel de l'Entrepreneur et les autres représentants de l'Entrepreneur requis pour travailler sur place avec le MDN lors de cette journée.	Jour civil	
L	Le prix inclusif pour la coordination et la mobilisation de la barge-grue marine, l'équipement d'accompagnement, le personnel et les remorques hors du havre d'Esquimalt et de retour aux installations de l'Entrepreneur. Consultez les Sections 3.2.2.1 et 3.2.2.16 de l'Annexe A.	Lot	

Article	Description de l'Article	Unité de parution :	Prix unitaire ferme
M	En attente pour la Période d'option 1 Un prix inclusif pour avoir la barge-grue marine et l'équipement d'accompagnement et le personnel prêts à répondre aux exigences dans les 48 heures suivant la réception d'une Autorisation des tâches autorisée ou aux dates identifiées dans une Autorisation des tâches autorisées selon la Section 3.2.1.11 de l'Annexe A. Cet article couvre la durée au complet de la Période d'option 1.	Lot	
N	En attente pour la Période d'option 2 Un prix inclusif pour avoir la barge-grue marine et l'équipement d'accompagnement et le personnel prêts à répondre aux exigences dans les 48 heures suivant la réception d'une Autorisation des tâches autorisée ou aux dates identifiées dans une Autorisation des tâches autorisées selon la Section 3.2.1.11 de l'Annexe A. Cet article couvre la durée au complet de la Période d'option 2.	Lot	
O	En attente pour la Période d'option 3 Un prix inclusif pour avoir la barge-grue marine et l'équipement d'accompagnement et le personnel prêts à répondre aux exigences dans les 48 heures suivant la réception d'une Autorisation des tâches autorisée ou aux dates identifiées dans une Autorisation des tâches autorisées selon la Section 3.2.1.11 de l'Annexe A. Cet article couvre la durée au complet de la Période d'option 3.	Lot	
P	En attente pour la Période d'option 4 Un prix inclusif pour avoir la barge-grue marine et l'équipement d'accompagnement et le personnel prêts à répondre aux exigences dans les 48 heures suivant la réception d'une Autorisation des tâches autorisée ou aux dates identifiées dans une Autorisation des tâches autorisées selon la Section 3.2.1.11 de l'Annexe A. Cet article couvre la durée au complet de la Période d'option 4.	Lot	

Définitions:

Jour de semaine : Lundi, mardi, mercredi, jeudi ou vendredi.

Jour de fin de semaine : Samedi ou dimanche.

Jour civil : Un Jour de semaine ou un jour de fin de semaine.

4. Autorisations des tâches

La fourniture des autres services en soutien des produits livrables peut être identifiée et acquise via le processus d'Autorisation des tâches.

Les Autorisations des tâches peuvent être négociées et autorisées en tout temps lors de la Période de contrat.

ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX

SERVICES LOUÉS D'UNE BARGE-GRUE

1.0 CHAMP D'APPLICATION

1.1 Objectif

L'objectif de cet énoncé des travaux (EDT) est de décrire les spécifications et les efforts de travail qu'exigent le Maître d'œuvre auprès du ministère de la Défense nationale (MDN) quant à l'apport d'articles et de services pour répondre « au besoin » aux exigences des services loués d'une barge-grue.

1.2 Contexte

Le ministère de la Défense nationale (MDN) certifie les appareils de levage et les points d'attache sur les bâtiments navals canadiens en utilisant sa barge-grue YD 250 qui inclut un dispositif de grue. La barge-grue YD 250 du MDN fait actuellement l'objet d'un carénage et ne peut être mise en service.

L'acquisition des services loués d'une barge-grue en fonction des besoins sert de plan de contingence dans l'éventualité très probable où le carénage ne se terminerait pas à la date prévue pour que le MDN puisse utiliser sa barge-grue YD 250 dans le but de certifier les bâtiments navals qui seront déployés au printemps 2018.

2.0 DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Références

- 2.1.1 Les références suivantes sont fournies à titre d'information quant à certains essais qui seront réalisés par l'Équipe du MDN tandis que le Maître d'œuvre fournira les services loués de la barge-grue :

2.1.1.1 Publications du MDN

- a. Appendice 1 à Annexe A :
C-28-397-000/NT-001
Notification préalable - Programme des essais pour le cabestan/guindeau avant et le cabestan arrière applicable à la classe HFX
Promulgation : 03-11-2005
- b. Appendice 2 à Annexe A :
C-28-478-000/NT-001
Programme des essais pour l'amarrage avant et le guindeau de remorquage applicable à la classe Halifax
Promulgation : 12-01-2015
- c. Appendice 3 à Annexe A :
C-28-395-000/NT-001
Programme des essais des équipements de ravitaillement en mer (REM) et des points d'attache
Promulgation : 31-05-2017

2.1.1.2 Autres documents

- a. Appendice 4 à Annexe A :
Schéma illustrant une configuration possible de la grue
Remarque : Le dispositif d'anti-retour du Maître d'œuvre peut être de n'importe quelle conception qui permet de maintenir le câble principal stable et de supporter la charge horizontale minimale décrite dans la Section 3.1.2.1.1 ci-dessous.
- b. Appendice 5 à Annexe A :
Photographies de la barge-grue YD 250 en cours d'utilisation pour un travail d'essai similaire.

2.2 Ordre de priorité

- 2.2.1 En cas de conflit entre le contenu de cet EDT et les documents auxquels il est fait renvoi, le contenu de cet EDT prévaut.

3. EXIGENCES

3.1 Objet du contrat

- 3.1.1 Le Maître d'œuvre doit fournir les services loués de la barge-grue qui répondent à l'ensemble des exigences identifiées dans cet EDT.
- 3.1.2 Le Maître d'œuvre doit fournir les équipements suivants :
 - 3.1.2.1 Une barge-grue, son équipement et son équipage « au besoin » afin de travailler aux côtés du MDN dans le but de réaliser des essais et d'aider à la certification du MDN des cabestans et des guideaux des navires, de leurs équipements de ravitaillement en mer (REM) et points d'attache, de leurs lignes de treuil, de leurs platines à œil coulissantes et tout autre équipement.
 - 3.1.2.1.1 La barge-grue et son équipement doivent :
 - a. Atteindre ou dépasser toutes les exigences d'homologation applicables du ministère des Transports (TC) ;
 - b. Atteindre ou dépasser les exigences réglementaires couvrant la sécurité et la prévention de la pollution ;
 - c. Respecter le règlement lié aux engins de sauvetage, le règlement lié aux mesures de sécurité au travail, le règlement lié à l'outillage de chargement, le règlement lié aux abordages et le règlement lié à l'immatriculation et au jaugeage des bâtiments ;
 - d. Inclure un dispositif d'anti-retour adapté qui permet de maintenir le câble principal stable et de supporter en toute sécurité l'essai en charge effectué (se référer à la Section 2.1.1.2.a ci-dessous pour un exemple) ;
 - e. Réaliser des tests de charge admissible avec une charge réglable allant jusqu'à 41 000 lb (ou 18 600 kg) ;
 - f. Ajuster la charge sous différents angles (y compris à 60, 90 et 120 degrés) depuis la coque du navire ;
 - g. Ajuster la charge sous différents angles (y compris à 30 degrés) au-dessus et au-dessous de l'appareil de levage ; et
 - h. Maintenir les angles pendant un certain temps en fonction des exigences pour remplir le programme des essais du MDN.

Pour référence, la hauteur des éléments présents sur le pont sera comprise entre 6,5 m et 7,5 m au-dessus de la ligne de flottaison selon le tirant d'eau du navire du MDN et

l'emplacement avant/arrière. La hauteur du chariot de l'appareil de levage (c'est-à-dire pour les essais du mâtereau/de la platine à œil coulissante) sera comprise entre 1,8 m et 6,8 m au-dessus du pont.

- 3.1.2.1.2 La grue doit être certifiée comme atteignant ou dépassant les exigences de l'Énoncé.
- 3.1.2.1.3 L'équipage doit être formé et certifié pour faire fonctionner la barge-grue du Maître d'œuvre ainsi que ses équipements dans la province de Colombie-Britannique.
- 3.1.2.1.4 La grue doit être actionnée par un grutier qualifié.
- 3.1.2.1.5 L'équipage du gréement doit être fourni par le Maître d'œuvre pour l'ensemble des activités et opérations se déroulant sur le pont de la barge.
- 3.1.2.1.6 Le Maître d'œuvre doit fournir des défenses d'embarcation non marquantes qui doivent être utilisées à bord de la barge-grue.
- 3.1.2.1.7 La barge-grue doit faire partie d'une société de classification et respecter les normes en termes de: coque (côtés, pont et carène) ; cloisons centrales transversales ; cadres inférieurs ; partie centrale ; élancements ; cadres latéraux ; cloisons transversales des élancements ; cadres du pont ; armature des élancements longitudinaux ; bloc étrave ; angle ; épontilles verticales et diagonales ; armature transversale ; cloisons centrales longitudinales ; plat-bord du pont ; joints articulés du bouchain ; joints articulés des élancements et bittes.
- 3.1.2.1.8 La barge-grue doit avoir une poupe encadrée offrant une flottaison et une stabilité maximales lors des opérations.
- 3.1.2.1.9 Il est nécessaire de consolider le pont de la barge sous la zone de travail de la grue en ajoutant des cloisons, des armatures internes ou des cadres.
- 3.1.2.1.10 La barge-grue doit être spécialement conçue pour supporter la grue conformément aux normes de la société de classification.
- 3.1.2.1.11 La barge-grue doit avoir des pieux et pieux d'ancrage afin d'ancrer la barge en place.
- 3.1.2.1.12 Les poteaux d'amarrage de la barge doivent être fabriqués en acier moulé ou en tubes d'acier renforcé. Chaque poteau d'amarrage doit être équipé de taquets ou d'encoches, présents sur le bord supérieur du poteau, pour empêcher les amarres de se détacher des poteaux lorsqu'ils sont sous tension.

3.2 Activités

3.2.1 Obligations

Le Maître d'œuvre doit réaliser les activités suivantes dans un délai de 14 jours civils suivant l'attribution du contrat :

- 3.2.1.1 Finir la conception du dispositif d'anti-retour adapté ainsi que le dispositif d'anti-retour des points d'attache ;
- 3.2.1.2 Avoir les schémas de conception du dispositif d'anti-retour adapté et du dispositif d'anti-retour des points d'attache certifiés et estampillés par un ingénieur qualifié ;

- 3.2.1.3 Avoir fait vérifier le pont de la barge par un architecte naval agréé et qualifié quant aux fondations du dispositif d'anti-retour et de l'installation ;
- 3.2.1.4 Avoir fait vérifier la stabilité de la barge-grue avec le dispositif d'anti-retour adapté par un architecte naval agréé et qualifié afin d'assurer la sûreté d'exploitation de la barge-grue et de son équipement ;
- 3.2.1.5 Avoir fait certifier et estampiller les dessins de recolement du dispositif d'anti-retour adapté et du dispositif d'anti-retour des points d'attache par un ingénieur qualifié ;
- 3.2.1.6 Avoir fait certifier et estampiller la fabrication (y compris le soudage) du dispositif d'anti-retour adapté et du dispositif d'anti-retour des points d'attache par un ingénieur qualifié ;
- 3.2.1.7 Avoir fait tester et certifier les soudures du dispositif d'anti-retour adapté et du dispositif d'anti-retour des points d'attache selon le C.N.D. par un ingénieur qualifié ou un ingénieur en soudage qualifié ;
- 3.2.1.8 Avoir fait certifier et estampiller le dispositif d'anti-retour adapté, le dispositif d'anti-retour des points d'attache ainsi que le dispositif et les procédures de levage de la grue par un ingénieur qualifié ;
- 3.2.1.9 Fournir les informations suivantes au Responsable technique :
 - a. Longueur de la barge, du balancier, du franc-bord et du tirant d'eau ;
 - b. Déplacement de la barge ;
 - c. Longueur du bôme de la barge ;
 - d. Agencement du pont de la barge montrant l'ensemble des margouillots, bittes, treuils et tout autre obstacle
(pour prévoir remorqueur) ;
 - e. Certificat des essais de charge (LTC) du dispositif d'anti-retour en indiquant la date de chaque essai de charge ;
Le total de la charge appliquée ainsi que la confirmation de la charge de base du dispositif de levage ;
 - f. Les documents prouvant que chaque membre d'équipage possède les formations et certifications applicables et nécessaires, reconnues par la province de Colombie-Britannique ; et
- 3.2.1.10 Fournir tous les documents cités ci-dessus y compris les schémas et certifications estampillés au Responsable technique pour vérification et approbation. Il faudra prouver au Responsable technique que chaque anomalie détectée ait bien été corrigée dans un délai de 3 jours civils suivant la découverte initiale.

Le Maître d'œuvre doit réaliser les activités suivantes dans un délai de 17 jours civils suivant l'attribution du contrat :

- 3.2.1.11 Faire en sorte que la barge-grue, l'équipement et l'équipage soient prêts à réaliser l'ensemble des exigences dans un délai de 48 heures après réception d'une Autorisation conforme des tâches ou à la date/aux dates indiquée(s) sur l'Autorisation conforme des tâches ;
- 3.2.1.12 Prouver au Responsable technique que sa barge-grue, équipement et son équipage soient prêts à réaliser l'ensemble des exigences ; et
- 3.2.1.13 Procéder à une inspection de la barge-grue et de son équipement avec le Responsable technique ou tout autre représentant du MDN sur le chantier du Maître d'œuvre. Il faudra

prouver au Responsable technique que chaque anomalie détectée ait bien été corrigée dans un délai de 3 jours civils suivant la découverte initiale.

3.2.2 Activités « au besoin » via les Autorisations conformes des tâches

Le Maître d'œuvre doit réaliser les activités suivantes « au besoin » via les Autorisations conformes des tâches :

- 3.2.2.1 Coordonner l'ensemble de la logistique pour mobiliser sa barge-grue, son équipement et son équipage vers et depuis le havre d'Esquimalt (BFC Esquimalt) situé à proximité de Victoria, Colombie-Britannique, Canada ;
- 3.2.2.2 Mobiliser et utiliser le(s) remorqueur(s) fourni(s) par le Maître d'œuvre pour remorquer la barge-grue et son équipement vers le point d'ancrage du havre d'Esquimalt désigné par le Responsable technique (le Pilote se documentera sur la barge-grue et le(s) remorqueur(s) du Maître d'œuvre avant d'entre dans le havre d'Esquimalt) ;
- 3.2.2.3 S'assurer que l'ensemble des représentants du Maître d'œuvre participent à chaque réunion de sécurité d'avant chantier menées par l'Équipe du MDN ;
- 3.2.2.4 S'assurer que l'ensemble des représentants du Maître d'œuvre participent à chaque réunion de sécurité d'avant chantier menées par l'Équipe du MDN avant un essai ;
- 3.2.2.5 Installer sa barge-grue et son équipement ;
- 3.2.2.6 Faire fonctionner sa barge-grue et son équipement ;
- 3.2.2.7 Finir l'ensemble des exigences d'essai y compris le poids nécessaire, la durée d'application du poids et des angles, sous la direction du membre de l'Équipe MDN désigné ;
- 3.2.2.8 Faire part immédiatement de tout problème au membre de l'Équipe MDN désigné ;
- 3.2.2.9 Faire part immédiatement de tout problème signalé par le Canada ;
- 3.2.2.10 Bien amarrer la barge-grue du Maître d'œuvre au vaisseau MDN mis à l'essai avec le treuil, ceci étant la responsabilité du Maître d'œuvre ; MDN soutiendra l'extérieur de la barge mais le Maître d'œuvre devra s'assurer de bien amarrer sa barge ;
- 3.2.2.11 Fournir toutes les défenses d'embarcation nécessaires ;
- 3.2.2.12 Travailler aux côtés du MDN dans le but de réaliser des essais et d'aider à la certification du MDN des cabestans et des guideaux des navires, de leurs équipements de ravitaillement en mer (REM) et points d'attache, de leurs lignes de treuil, de leurs platines à œil coulissantes et tout autre équipement.
- 3.2.2.13 Une fois que la charge d'essai est appliquée - soulever en toute sécurité et, à la suite de la réalisation de l'ensemble du programme des essais du MDN, transférer en toute sécurité la charge d'essai vers le dispositif de levage ou vers le point d'attache mis à l'essai avant de reposer la charge sur le pont de la barge du Maître d'œuvre ou sur le navire du MDN ou sur la jetée, selon les instructions du l'Équipe MDN ;
- 3.2.2.14 Soulever, gérer et transférer les charges d'essai entre le pont de la barge du Maître d'œuvre, le navire du MDN et la jetée, selon les instructions du l'Équipe MDN ;
- 3.2.2.15 Fournir l'étalonnage et les résultats du mesureur de force selon les instructions du l'Équipe MDN pour valider chaque essai ; et

3.2.2.16 Mobiliser et utiliser le(s) remorqueur(s) fourni(s) par le Maître d'œuvre pour remorquer la barge-grue et son équipement vers son point d'ancrage.

3.2.3 Activités à la suite de la conclusion du Contrat

À la suite de la conclusion du Contrat, le Maître d'œuvre peut, à sa seule discrétion, rendre la barge-grue et son équipement pour que ceux-ci soient utilisés de manière conventionnelle.

3.3 Contraintes

- 3.3.1 Le Maître d'œuvre doit en tout temps faire fonctionner et prendre soin de sa barge-grue et de son équipement.
- 3.3.2 Le Maître d'œuvre doit prouver que la barge et son équipement atteignent ou dépassent les exigences réglementaires couvrant la sécurité et la prévention de la pollution.
- 3.3.3 Le certificat de conformité relatif au règlement lié aux engins de sauvetage, au règlement lié aux mesures de sécurité au travail, au règlement lié à l'outillage de chargement, au règlement lié aux abordages et au règlement lié à l'immatriculation et au jaugeage des bâtiments doit en tout temps rester à bord.
- 3.3.4 Après amarrage et à la suite de l'inspection de sécurité du MDN, deux de leurs remorqueurs soutiendront la barge-grue du Maître d'œuvre dans le havre d'Esquimalt.
- 3.3.5 La charge d'essai peut être appliquée de manière statique durant plusieurs minutes ou bien de manière dynamique lors d'un transfert de la charge d'essai réalisé entre la barge et le navire.
- 3.3.6 Le programme des essais du MDN est une fonction du MDN, la responsabilité du Maître d'œuvre se limite à l'exécution des instructions de l'agent ordonnateur du MDN.
- 3.3.7 La barge-grue du Maître d'œuvre sera à proximité du bâtiment naval mis à l'essai. Les remorqueurs du MDN se trouvent généralement dans une zone sécurisée au moment où les charges sont transférées. Tous les navires et membres du personnel non essentiels seront mis en sécurité par un navire du MDN.
- 3.3.8 Les membres de l'équipage de la barge-grue du Maître d'œuvre et tout autre représentant du Maître d'œuvre qui réalisent un travail manuel associé à la barge-grue et à ses essais doivent avoir une Habilitation de sécurité et de fiabilité.
- 3.3.9 Les représentants du Maître d'œuvre qui ne réalisent aucun travail manuel associé à la barge-grue et à ses essais mais qui doivent tout de même avoir accès à l'arsenal maritime du BFC Esquimalt pour des raisons administratives (comme la collection d'information, une visite ou une réunion) ou pour un soutien à l'équipement imprévu pour une durée inférieure à 8 heures par jour ou 5 jours par semaine n'ont pas besoin d'avoir une Habilitation de sécurité et de fiabilité mais devront présenter une pièce d'identité délivrée par le gouvernement et être escortés par un employé du MDN tant qu'ils seront dans l'arsenal maritime du BFC Esquimalt.
- 3.3.10 Tous les documents doivent être envoyés sous forme de fichiers électroniques au format Microsoft Office 2003 ou PDF.
- 3.3.11 Tous les représentants du Maître d'œuvre ayant accès à l'arsenal maritime du BFC Esquimalt doivent parler anglais couramment.
- 3.3.12 Le Maître d'œuvre doit respecter l'ensemble des lois municipales, régionales, provinciales et fédérales.

- 3.3.13 Le Maître d'œuvre doit utiliser uniquement des défenses d'embarcation non marquantes.
- 3.3.14 La barge-grue du Maître d'œuvre doit subir en journée les inspections de sécurité requises du MDN.
- 3.3.15 Outre la mobilisation de la barge-grue vers et depuis le havre d'Esquimalt, le(s) remorqueur(s) fourni(s) par le Maître d'œuvre ne restera/resteront pas à l'intérieur du havre d'Esquimalt.
- 3.3.16 Les représentants de l'Assurance qualité MDN, de la Sécurité MDN et de la police militaire peuvent à tout moment monter à bord de la barge pour vérifier le respect des règles de sécurité.

3.4 Aide apportée par le Canada (au BFC Esquimalt)

- 3.4.1 Le MDN coordonnera l'amarrage de la barge-grue du Maître d'œuvre et de l'équipement de celle-ci sur son site.
- 3.4.2 Le MDN coordonnera les mouvements de la grue.
- 3.4.3 Le MDN fournira les gréeurs uniquement pour le navire mis à l'essai.
- 3.4.4 Le MDN assurera la sécurité sur son site.
- 3.4.5 L'Équipe MDN en charge des essais gérera l'accès au site.
- 3.4.6 Le MDN fournira les treuils utilisés en dehors de la barge.
- 3.4.7 Le MDN fournira les charges d'essai sauf indication contraire dans cet EDT.
- 3.4.8 Le MDN présidera toutes les réunions de sécurité.
- 3.4.9 Le MDN présidera toutes les réunions de sûreté.

4. Informations supplémentaires

4.1 Dates prévues

Il est actuellement prévu que les activités suivantes seront demandées au havre d'Esquimalt (BFC Esquimalt) :

- a. Mobilisation de la barge-grue sur le site jusqu'au 9 mars 2018 à midi au plus tard (heure normale du Pacifique) pour permettre une inspection de sécurité en journée ; et
- b. Services loués de la barge-grue sur le site du 12 mars 2018 au 30 mars 2018 inclus.

Les dates actuelles de début et de fin des activités demandées seront déterminées par le Processus d'autorisation des tâches énoncé dans l'appel d'offres dès que le contrat subséquent sera émis.

4.2 Heures d'exploitation prévues

Il est actuellement prévu que le Maître d'œuvre devra travailler aux côtés du MDN dans le but de réaliser des essais et d'apporter l'aide nécessaire au havre d'Esquimalt (BFC Esquimalt) en semaine entre 8h00 et 16h00. Toutefois, il se peut que le Maître d'œuvre doive se montrer flexible au niveau des horaires afin d'aider le MDN si nécessaire.

Appendice 1 de l'annexe A

C-28-397-000/NT-001

Advance Notice Copy - Trial Agenda for Forward Capstan/Windlass & After Capstan Applicable to HFX Class
Promulgation: 2005-11-03

Consultez le fichier électronique

«Appendix 1 to Annex A - C-28-397-000-NT-001 Anchor Capstan-Windlass.pdf»
qui est disponible par demande écrite de l'autorité contractante.

Appendice 2 de l'annexe A

C-28-478-000/NT-001

Trial Agenda For Forward Mooring & Towing Windlass Applicable to Halifax Class
Promulgation: 2015-01-12

Refer to the electronic file

«Appendix 2 to Annex A - C-28-478-000-NT-001 Forward Mooring and Towing Windlass.pdf»
qui est disponible par demande écrite de l'autorité contractante.

Appendice 3 de l'annexe A

C-28-395-000/NT-001

Trial Agenda for Replenishment-At-Sea (RAS) Equipment And Hard Points
Promulgation: 2017-05-31

Consultez le fichier électronique

«Appendix 3 to Annex A - C-28-395-000-NT-001 - RAS equip and Hardpoints.pdf»
qui est disponible par demande écrite de l'autorité contractante.

Appendice 4 de l'annexe A

Example Crane Configuration Drawing

Consultez le fichier électronique

«Appendix 4 to Annex A - 0172_SOW_Appendix.pdf»
qui est disponible par demande écrite de l'autorité contractante.

Appendice 5 de l'annexe A

Photos d'une barge-grue maritime YD250 utilisée pour le même type de travaux d'essai.

Consultez le fichier électronique

«Appendix 5 to Annex A.zip»
qui est disponible par demande écrite de l'autorité contractante.

Solicitation No.
W3555-180172/A

Amd. No.

Buyer ID
xlv242

Client Ref. No
W3555-180172

ANNEXE B

Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

RECEIVED
NOV 14 2017

Contract Number / Numéro du contrat

W3555-180172

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLASS

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction	
DND		RCN	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail 2 week Rental for a marine crane barge, and crew, for the support of lifting devices certification of operational ships on the westcoast of Canada.(CFB Esquimalt)			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c.) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c.)		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>			
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à : Specify country(ies): / Préciser le(s) pays : <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à : Specify country(ies): / Préciser le(s) pays : <input type="checkbox"/>	
Restricted to: / Limité à : Specify country(ies): / Préciser le(s) pays : <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à : Specify country(ies): / Préciser le(s) pays : <input type="checkbox"/>	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>			
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>			
		PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
		SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	



PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis



RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ



CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL



SECRET
SECRET



TOP SECRET
TRÈS SECRET



TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT



NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL



NATO SECRET
NATO SECRET



COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET



SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?

Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?

Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?

Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?

Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?

Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?

Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

☒ No ☐ Yes
Non Oui



PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC						
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	
				CONFIDENTIEL			NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL			COSMIC COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens Production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
IT Media / Support TI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
IT Link / Lien électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

ANNEX C

INSURANCE REQUIREMENTS

1. Assurance responsabilité en matière maritime

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation mutuelle qui doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution. L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la [Loi sur la responsabilité en matière maritime](#), L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail décrite au paragraphe 2 ci-dessous.
2. L'entrepreneur doit souscrire une assurance contre les accidents du travail, qui couvre tous les employés effectuant des travaux conformément aux exigences réglementaires du territoire ou de la province. Ou même, les exigences réglementaires de l'État, de la résidence ou de l'employeur, ayant une autorité sur ces employés. Si la Commission des accidents du travail juge que l'entrepreneur fait l'objet d'une contravention supplémentaire en raison d'un accident causant des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou sous-traitant, ou découlant de conditions de travail dangereuses, cette contravention doit être aux frais de l'entrepreneur.
3. La police d'assurance protection et indemnisation mutuelle doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement concernant les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par le ministère de la Défense nationale et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.
 - c. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de 30 jours civils d'avant l'annulation de la police.
 - d. Responsabilité réciproque et séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - e. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1985, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné conformément à la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

2. Assurance responsabilité en matière maritime

1. L'entrepreneur doit souscrire à une police d'assurance responsabilité civile liée aux appareils de levage d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à _____ \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel. La police doit assurer une garantie contre les pertes et les dommages à tous les biens de l'État dont l'entrepreneur a la garde, le contrôle ou la responsabilité, et ce, pendant toute la durée du contrat. Les biens de l'État doivent être assurés à leur _____.

L'entrepreneur doit aviser rapidement le Canada de toute perte ou de tout dommage à ses biens et doit superviser, examiner et consigner les pertes ou les dommages pour garantir que les demandes d'indemnité sont correctement établies et payées.

2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de 30 jours en cas d'annulation de la police.
 - b. Bénéficiaire : Le Canada, selon ses intérêts ou ses directives, pour ce qui a trait aux pertes et aux dommages aux biens de l'État dont l'entrepreneur a la garde, le contrôle ou la responsabilité.
 - c. Renonciation aux droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation à l'encontre du Canada, représenté par le ministère de la Défense nationale et par

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour l'ensemble des pertes ou des dommages aux biens, et ce, quelle qu'en soit la cause.

3. Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

Solicitation No.
W3555-180172/A

Amd. No.

Buyer ID
xlv242

Client Ref. No
W3555-180172

ANNEXE D
FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES

TASK AUTHORIZATION
AUTORISATION DES TÂCHES

[illegible]

**Instructions for completing
DND 626 - Task Authorization**

Contract no.

Enter the PWGSC contract number in full.

Task no.

Enter the sequential Task number.

Amendment no.

Enter the amendment number when the original Task is amended to change the scope or the value.

Increase/Decrease

Enter the increase or decrease total dollar amount including taxes.

Previous value

Enter the previous total dollar amount including taxes.

To

Name of the contractor.

Delivery location

Location where the work will be completed, if other than the contractor's location.

Delivery/Completion date

Completion date for the task.

for the Department of National Defence

Signature of the DND person who has delegated Authority for signing DND 626 (level of authority based on the dollar value of the task and the equivalent signing authority in the PAM 1.4). **Note:** the person signing in this block ensures that the work is within the scope of the contract, that sufficient funds remain in the contract to cover this task and that the task is affordable within the Project/Unit budget.

Services

Define the requirement briefly (attach the SOW) and identify the cost of the task using the contractor's quote on the level of effort. The Task must use the basis of payment stipulated in the contract. If there are several basis of payment then list here the one(s) that will apply to the task quote (e.g. milestone payments; per diem rates/labour category hourly rates; travel and living rates; firm price/ceiling price, etc.). All the terms and conditions of the contract apply to this Task Authorization and cannot be ignored or amended for this task. Therefore it is not necessary to restate these general contract terms and conditions on the DND 626 Task form.

Cost

The cost of the Task broken out into the individual costed items in **Services**.

GST/HST

The GST/HST cost as appropriate.

Total

The total cost of the task. The contractor may not exceed this amount without the approval of DND indicated on an amended DND 626. The amendment value may not exceed 50% (or the percentage for amendments established in the contract) of the original value of the task authorization. The total cost of a DND 626, including all amendments, may not exceed the funding limit identified in the contract.

Applicable only to PWGSC contracts

This block only applies to those Task Authorization contracts awarded by PWGSC. The contract will include a specified threshold for DND sole approval of the DND 626 and a percentage for DND to approve amendments to the original DND 626. Tasks that will exceed these thresholds must be passed to the PWGSC Contracting Authority for review and signature prior to authorizing the contractor to begin work.

Note:

Work on the task may not commence prior to the date this form is signed by the DA Authority - for tasks within the DND threshold; and by both DND and PWGSC for those tasks over the DND threshold.

**Instructions pour compléter le formulaire
DND 626 - Autorisation des tâches**

N° du contrat

Inscrivez le numéro du contrat de TPSGC en entier.

N° de la tâche

Inscrivez le numéro de tâche séquentiel.

N° de la modification

Inscrivez le numéro de modification lorsque la tâche originale est modifiée pour en changer la portée.

Augmentation/Réduction

Inscrivez le montant total de l'augmentation ou de la diminution, y compris les taxes.

Valeur précédente

Inscrivez le montant total précédent, y compris les taxes.

À

Nom de l'entrepreneur.

Expédiez à

Endroit où le travail sera effectué, si celui-ci diffère du lieu d'affaires de l'entrepreneur.

Date de livraison/d'achèvement

Date d'achèvement de la tâche.

pour le ministère de la Défense nationale

Signature du représentant du MDN auquel on a délégué le pouvoir d'approbation en ce qui a trait à la signature du formulaire DND 626 (niveau d'autorité basé sur la valeur de la tâche et le signataire autorisé équivalent mentionné dans le MAA 1.4). **Nota :** la personne qui signe cette attache de signature confirme que les travaux respectent la portée du contrat, que suffisamment de fonds sont prévus au contrat pour couvrir cette tâche et que le budget alloué à l'unité ou pour le projet le permet.

Services

Définissez brièvement le besoin (joignez l'ET) et établissez le coût de la tâche à l'aide de la soumission de l'entrepreneur selon le niveau de difficulté de celle-ci. Les modalités de paiement stipulées dans le contrat s'appliquent à la tâche. Si plusieurs d'entre elles sont prévues, énumérez ici celle/celles qui s'appliquera/ront à la soumission pour la tâche à accomplir (p.ex. acompte fondé sur les étapes franchies; taux quotidien ou taux horaire établi selon la catégorie de main-d'œuvre; frais de déplacement et de séjour; prix fixe ou prix plafond; etc.). Toutes les modalités du contrat s'appliquent à cette autorisation de tâche et ne peuvent être négligées ou modifiées quant à la tâche en question. Il n'est donc pas nécessaire de répéter ces modalités générales afférentes au contrat sur le formulaire DND 626.

Prix

Mentionnez le coût de la tâche en le répartissant selon les frais afférents à chaque item mentionné dans la rubrique **Services**.

TPS/TVH

Mentionnez le montant de la TPS/TVH, s'il y a lieu.

Total

Mentionnez le coût total de la tâche. L'entrepreneur ne peut dépasser ce montant sans l'approbation du MDN, formulaire DND 626 modifié à l'appui. Le coût de la modification ne peut pas être supérieur à 50 p. 100 du montant initial prévu dans l'autorisation de tâche (ou au pourcentage prévu dans le contrat pour les modifications). Le coût total spécifié dans le formulaire DND 626, y compris toutes les modifications, ne peut dépasser le plafond de financement mentionné dans le contrat.

Ne s'applique qu'aux contrats de TPSGC

Le présent paragraphe s'applique uniquement aux autorisations de tâche accordées par TPSGC. On inscrira dans le formulaire DND 626 un plafond précis qui ne pourra être approuvé que par le MDN et un pourcentage selon lequel le MDN pourra approuver des modifications au formulaire DND 626 original. Les tâches dont le coût dépasse ces plafonds doivent être soumises à l'autorité contractante de TPSGC pour examen et signature avant qu'on autorise l'entrepreneur à débiter les travaux.

Nota :

Les travaux ne peuvent commencer avant la date de signature de ce formulaire par le responsable du MDN, pour les tâches dont le coût est inférieur au plafond établi par le MDN, et par le MDN et TPSGC pour les tâches dont le coût dépasse le plafond établi par le MDN.

ANNEXE « 1 » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA;
- ☐ Carte d'achat MasterCard;
- ☐ Dépôt direct (national et international);
- ☐ Échange de données informatisées (EDI);
- ☐ Virement télégraphique (international seulement).

Solicitation No.
W3555-180172/A

Amd. No.

Buyer ID
xlv242

Client Ref. No
W3555-180172

ANNEXE « 1 » de la PARTIE 4 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

PLAN D'ÉVALUATION DE LA SOUMISSION TECHNIQUE

Plan d'évaluation de soumission obligatoire

La Soumission technique doit démontrer qu'elle répond à tous et à chacun des critères obligatoires identifiés ci-dessous pour être jugée répondante.

1. Critère d'évaluation obligatoire

Article	Description du critère	Référence de la soumission
M1	La soumission comprend une déclaration ou un énoncé qui démontre que le Soumissionnaire effectuera tous les aspects du travail décrit en Annexe A (Énoncé des travaux).	
M2	La soumission comprend une déclaration ou un énoncé qui démontre que le Soumissionnaire possède la capacité et les ressources au niveau du personnel pour effectuer tous les aspects du travail décrit en Annexe A (Énoncé des travaux) sur place au havre d'Esquimalt jusqu'au et comprenant le 31 août 2018.	
M3	La soumission comprend une déclaration ou un énoncé qui démontre que le Soumissionnaire a la disponibilité de : <ul style="list-style-type: none">a. Une barge-grue marine qui effectuera tous les aspects du travail décrit en Annexe A (Énoncé des travaux) sur place au havre d'Esquimalt jusqu'au et comprenant le 31 août 2018; oub. Une barge-grue marine de référence qui peut être modifiée pour répondre aux exigences décrites en Annexe A (Énoncé des travaux) après attribution du contrat et qui peut effectuer tous les aspects du travail décrit en Annexe A (Énoncé des travaux) sur place au havre d'Esquimalt jusqu'au et comprenant le 31 août 2018.	
M4	La soumission comprend une déclaration ou un énoncé que la barge-grue marine est conforme avec toutes les exigences de certification applicables de Transport Canada (TC) et comprend les copies de la certification si disponible.	

Solicitation No.
W3555-180172/A

Amd. No.
001

Buyer ID
xlv242

Client Ref. No
W3555-180172

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.